

Monsieur le Préfet,

Les agents de la Direction Départementale des Finances Publiques du Pas-de-Calais ont entamé depuis plusieurs semaines des actions pour protester contre la situation inadmissible qui leur est faite.

Aujourd'hui en grève à l'appel de leurs organisations syndicales représentatives, ils veulent souligner qu'ils exercent des missions essentielles pour la collectivité nationale, comme ont pu le leur rappeler leurs ministres successifs et depuis de nombreuses années.

Pourtant, au delà de ces discours laudateurs, ils considèrent que le gouvernement les méprise et qu'ils sont une variable d'ajustement des politiques budgétaires comme le démontre le blocage des rémunérations depuis juillet 2010, la réduction des possibilités de promotions et les vacances d'emplois.

Profondément attachés à la République et à son service public, élément essentiel de la cohésion sociale dans ce pays, ils se posent la question de leur avenir alors que tout indique qu'ils sont devenus des cibles dans le cadre du pacte de responsabilité et de l'objectif de réduction des dépenses publiques fixé à 50 milliards d'euros.

Que ce soit pour assurer l'exercice normal de leurs missions ou pour obtenir des conditions de travail décentes, ils en constatent une dégradation permanente depuis plusieurs années compte tenu de la poursuite d'une politique dogmatique et aveugle de suppressions d'emplois publics.

Ils s'interrogent d'ailleurs sur la pertinence d'un discours qui, tout en mettant l'emploi au centre de toute l'action gouvernementale, poursuit cette politique de destruction des emplois dans notre administration.

Parce que la logique de notre ministère a toujours été l'exemplarité, les agents des Finances Publiques continuent d'être largement mis à contribution dans le cadre des réformes qui se sont succédées.

Il y a maintenant six ans qu'ils ont vécu une fusion d'ampleur inégalée dans le milieu de l'administration d'État avec la fusion DGCP/DGI. Cette fusion menée au pas de charge a profondément bouleversé leur espace professionnel, sans pause dans les suppressions d'emplois. Avec 30000 emplois supprimés et 2 départs à la retraite sur 3 non remplacés depuis 2002, la DGFIP a largement été exemplaire en la matière, au-delà du soutenable d'ailleurs.

C'est bien parce que ce n'est plus tenable qu'ils marquent aujourd'hui leur désaccord.

Dans le Pas de Calais, la situation n'est pas meilleure, bien au contraire. Durement touché pas les politiques gouvernementales, le département a perdu 190 emplois depuis le 1^{er} septembre 2009. Pendant ce temps, les charges de travail n'ont fait qu'augmenter. Pour preuve et selon les chiffres de la direction, l'accueil physique dans les centres des Finances Publiques a augmenté de 40% depuis 4 ans et les agents du Pas de Calais pourtant exemplaires n'en peuvent plus ...

La démarche stratégique mise en place par notre Directeur Général, Bruno Bezard, a pour effet de supprimer des trésoreries et de regrouper des services. Les effets pour les contribuables, usagers et partenaires sont très néfastes puisqu'ils sont de plus en plus éloignés des services de l'Etat et les files d'attente pour leur répondre s'allongent pour devenir de plus en plus pénible, pour tout le monde !

A titre d'exemple, cette semaine à Lens, le temps d'attente s'est parfois élevé à 3 heures avec plus de 2000 personnes reçues par jour ...

Nos directions locale et générale restent sourdement aux attentes des personnels et répondent soit par le dédain, soit par la provocation en menaçant les personnels impliqués dans les actions de sauvegarde du service public.

Le dialogue social dans le département est devenu inexistant. Toujours à titre d'exemple, le projet de rassemblement des trésoreries d'Arras municipale et d'Arras Banlieue est emblématique, tant par son caractère absurde que par la manière dont il est conduit, notre direction, faisant fi de toutes nos remarques et de celles des élus, élus qu'elle n'a même pas pris la peine de consulter !

Autre sujet d'importance, les Comptables Publics sont de plus en plus sous pression. Leur responsabilité personnelle et pécuniaire, exorbitante du droit commun, est de plus en plus souvent mise à contribution alors qu'ils n'ont plus de moyens humains et budgétaires pour accomplir leurs missions comptables et de conseils auprès des élus.

Aussi Monsieur le Prefet, les agents de la Direction Départementale des Finances Publiques sont inquiets pour le service public et leur avenir.

Ils attendent des réponses claires pour :

- L'amélioration de leurs conditions de travail
- Des garanties pour le maintien du maillage territorial
- La garantie du maintien d'un service public de proximité pour les élus
- La garantie du maintien d'un service public de qualité pour tous les contribuables
- L'arrêt de la démarche stratégique mortifère pour les services de la DGFIP
- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois !